Zeitschrift: Asiatische Studien : Zeitschrift der Schweizerischen Asiengesellschaft = Études asiatiques : revue de la Société Suisse-Asie

Herausgeber: Schweizerische Asiengesellschaft

Band: 6 (1952)

Heft: 1-4

Artikel: Les aspects significatifs de la société chinoise

Autor: Balázs, Étienne

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-145465

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LES ASPECTS SIGNIFICATIFS DE LA SOCIÉTÉ CHINOISE

Exposé fait le 2 mai 1952 au Centre Culturel International de l'Abbaye de Royaumont dans le cadre des «Journées de Civilisation Chinoise»

PAR ÉTIENNE BALÁZS

INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES CHINOISES, PARIS

La découverte de la Chine égale peut-être en importance la découverte de l'Amérique, mais moins soudaine que celle-ci, elle s'est échelonnée sur plusieurs siècles. Il y eut d'abord une Chine phantastique, apparaissant en marge de la curiosité occidentale envers les pays fabuleux susceptibles d'une entreprise conjointe de colonisation et de christianisation, et l'orientalisme naissant se jeta avidement sur ce nouvel objet pour lui arracher ses secrets. La langue, les croyances et les coutumes furent tout naturellement au centre de ces premières préoccupations.

Une prise de contact plus intime et l'établissement des missionnaires dans l'Extrême-Orient dévoilaient à une Europe étonnée et enchantée la surprise d'une Chine rationaliste et idéalisée, à l'image de l'absolutisme éclairé, et voici que les religions et les systèmes de philosophie de la Chine firent leur entrée et élargirent l'horizon occidental. Plus tard, au cours du XIXe siècle, suivant de près la marche de l'évolution des sciences, la sinologie inventorie et dresse des catalogues, et annexe aux provinces déjà découvertes les nouveaux domaines de l'histoire, de la littérature, du théâtre, du folklore, de la mythologie; le zèle des collectionneurs, des chercheurs et des entrepreneurs de fouilles y ajoute l'art et l'archéologie. Parallèlement à la division du travail dictée par les impératifs de la science moderne, la sinologie se diversifie aussi pour pouvoir engranger la masse sans cesse accrue des connaissances du monde chinois. Mais aussi grands qu'aient été les progrès de la sinologie au cours de cette lente et pénible découverte, et malgré le

perfectionnement de ses instruments, ses démarches restent déterminées par les vues étroitement subjectives de l'Occident, centrées sur les intérêts du conquérant. Les quelques rayons du spectre chinois qui atteignent la conscience occidentale n'y entrent que tamisés par les verres épais, grossissants et déformants, du XIXe siècle. Ce n'est que l'apparition de la Chine comme sujet agissant sur la scène de la politique mondiale, au début du XXe siècle, qui apportera la dernière découverte : une société orientale en pleine ébullition ...

C'est précisément cette effervescence, cette fermentation, qui imposent aux esprits avertis, à l'Est comme à l'Ouest, la question brûlante, immédiate : où va la Chine ? Et, presque aussitôt, on se pose l'autre question : quelle a été l'évolution de la plus grande société orientale, antique et actuelle tout à la fois, unique du point de vue de sa durée ? Quelles sont les lois qui ont présidé à l'évolution d'une société essentiellement différente de l'humanité occidentale, et quelles peuvent en être les conséquences tendancielles ?

Ainsi, si l'on considère la sinologie comme le nom collectif de diverses disciplines scientifiques – linguistique, ethnologie, archéologie, histoire politique, histoire de l'art, de la philosophie des religions, des sciences, sociologie, etc., dont le dénominateur commun est la Chine, un subcontinent doté d'une histoire de 4000 ans –, il est naturel que l'apparition, l'évolution et l'importance de ces différentes branches aient été déterminées par le rapport changeant entre le sujet, l'Occident et sa science, et son objet, la Chine. Or, ce qui a singulièrement compliqué les relations sujet-objet et ce qui fait que nous nous trouvons à présent au point de convergence de ces rapports, c'est que l'objet lui-même, loin d'être inerte et mort, s'est changé en sujet et a subi une évolution vertigineuse : d'un empire moyenâgeux, la Chine du jour au lendemain est devenue une puissance mondiale, au sens étymologique du terme, c'est-à-dire un pouvoir en puissance, à possibilités illimitées.

Cependant, en même temps que s'est dressé devant l'Occident ce facteur non négligeable, une Chine indépendante, le réveil qui s'est

opéré en Chine même a été accompagné d'une nouvelle prise de conscience de la société chinoise, repliée jusqu'alors sur elle-même. J'entends par là que les Chinois ont commencé à redécouvrir leur patrie. Cette redécouverte n'était pas directe non plus. Toute à sa tâche de modernisation, la nouvelle génération chinoise, celle de 1912, était trop occupée à imiter la technique, à assimiler les idées, à adopter les méthodes de l'Occident, trop avide des collèges américains et des universités de l'Europe, pour avoir le temps et le goût des choses chinoises. Mais bientôt la sinologie chinoise, en déclin depuis le XVIIIe siècle, mais incomparablement plus riche en traditions et en possibilités que la nôtre, et portée maintenant par le nationalisme virulent de la Jeune Chine, arrivera par ce curieux détour à se pencher sur les problèmes de la Chine, à interroger son passé et son avenir.

C'est ainsi que de part et d'autre, revenant d'une égale suffisance, surmontant l'orgueil opposé mais identique de leur supériorité respective, Orient et Occident, savants chinois et européens, ont découvert à peu près au même moment, entre les deux guerres mondiales, l'existence de la société chinoise. C'est-à-dire l'existence d'une société particulière, d'un type de société distinct de celui des autres sociétés connues, régi par des lois différentes, suivant une évolution autonome, subitement interrompue, semble-t-il, par l'irruption de l'Occident, et offrant aux yeux des contemporains l'énorme déchirement, l'immense point d'interrogation des désordres de la Chine actuelle.

Voilà, très superficiellement esquissés, les conditions et le cadre dans lesquels se posent les problèmes de la société chinoise. L'orientation et les méthodes de cette branche spéciale de la sinologie ont donc subi deux influences fondamentales, celle de l'actualité politique et celle des sciences humaines modernes. C'est dire la complexité extrême du sujet dont je me propose de montrer quelques aspects. Evidemment, il est impossible d'exposer, dans le cadre d'un article sans prétentions, ne serait-ce qu'une partie des multiples problèmes de la société chinoise passée et présente, car nous nous trouvons en face

d'une masse incroyable de documents à peine inventoriés en ce qui concerne la Chine ancienne; d'autre part, les préoccupations de la Chine nouvelle aboutissent invariablement à la politique internationale, dont les incidences compliquent à l'infini chaque question. Ce qui est possible, c'est de faire un choix significatif de quelques problèmes afin de montrer leur double intérêt sur le plan sinologique et sur le plan de la sociologie du XXe siècle.

Si on survole l'histoire millénaire de la société chinoise, on est frappé par la constance, la stabilité, la persévérance d'un phénomène que je voudrais appeler le *fonctionnarisme* et dont l'expression la plus visible est la continuité ininterrompue d'une classe dirigeante de *fonctionnaires lettrés*. Depuis la fondation de l'empire par Ts'in Che-houang au IIIe siècle avant notre ère jusqu'à la fin de l'ancien régime en 1912, et au delà, c'est cette classe dirigeante de «gentlemen» éduqués qui a présidé aux destinées de la Chine, qui en a marqué chaque expression. Depuis les institutions fondamentales jusqu'aux régions les plus reculées du ciel mythologique, en passant par la littérature et les arts, il n'y a aucun domaine de la civilisation chinoise où l'on ne décèle immédiatement la présence des fonctionnaires lettrés. Comment définir ce groupe social dominant, qui est particulier à la Chine, dont les autres sociétés connues ignorent l'existence? Etat, caste, classe?

Ce qui caractérise au premier abord cette couche sociale, c'est le contraste saisissant entre l'insécurité de la vie, la précarité du sort de ses membres pris individuellement, et la continuité tranquille, la pérennité de son existence en tant que classe sociale. A la merci de l'arbitraire des pouvoirs publics, absolus et despotiques, les plus hauts fonctionnaires peuvent disparaître du jour au lendemain, être aujourd'hui ministre et pourrir demain au fond d'un cachot, tandis que la communauté des fonctionnaires, l'universalité bureaucratique, ne cesse de participer aux mêmes pouvoirs. Les vingt-quatre histoires officielles, monument massif du règne de la bureaucratie, contiennent en effet

d'innombrables exemples de l'exécution capitale, du suicide plus ou moins volontaire, «accordé» ou exigé, des fonctionnaires. Soit dit en passant, que la statistique de ces faits symptômatiques, qui reste à faire, serait significative.

La base économique (propriété terrienne et traitements), la communauté des vues et du comportement, l'invariance du style de vie et de la traditionnelle vision du monde, favorisent à mon sens la qualification «classe». L'éducation, le monopole de l'instruction, la notion de l'honneur, et surtout le caractère lettré du fonctionnaire chinois qui l'oppose nettement à la masse des illettrés, font pencher vers le concept d'une caste ou d'une aristocratie de l'esprit. Cependant, la sélection des fonctionnaires, l'institution des examens littéraires, quoique aussi peu démocratique que possible – contrairement à la légende répandue par ceux qui avaient tout intérêt à cacher leur monopole –, bref, le choix limité par lequel la classe dirigeante se renouvelle et qui rappelle un peu la façon dont l'aristocratie anglaise maintient ses cadres en cooptant des hommes du peuple, s'opposent à la notion d'une caste fermée.

Le problème se complique encore si l'on tient compte de certains éléments de l'histoire chinoise qui rappellent le féodalisme. Je ne pense pas, bien entendu, à l'époque du féodalisme classique des Tcheou, antérieure à la formation de la société bureaucratique, mais aux tendances à la reféodalisation, aux rechutes périodiques, au rôle considérable que la noblesse a joué pendant le moyen âge, à la tenacité avec laquelle elle a défendue ses latifundia et ses privilèges. Ce qui rend si malaisée l'évaluation de la structure de la société chinoise, c'est surtout le rôle ambigu du Confucianisme. Issu du sein de la société féodale antique, de la Chine seigneuriale, le Confucianisme est devenu le système le plus complet des intérêts, des aspirations et des idées des fonctionnaires lettrés. La métamorphose du Confucianisme, de porte-parole de la noblesse déchue en organisateur de la nouvelle classe des lettrés fonctionnaires, ne manque pas d'impliquer des contradictions.

La souplesse, pour ne pas dire duplicité, avec laquelle il défend les intérêts de la gentry, a trompé maint exégète. Autoritaire à l'extrême dans ses rapports avec les autres classes, le Confucianisme lutte opiniâtrement pour la *démocratie à l'intérieur de l'aristocratie*, pour la démocratie comme privilège exclusif d'une classe dirigeante. Son opportunisme, son conservatisme, son traditionalisme, aussi bien que certains traits démagogiques – les confucianistes parlent toujours du peuple, *min*, quand ils entendent *po-sing*, les « Cent familles », – induisent facilement en erreur.

On sait qu'obéissant aux vicissitudes de la lutte pour le pouvoir à l'intérieur du parti bolchévik russe (1926–1936), les communistes chinois professent une philosophie sommaire de l'histoire qui explique bien leurs motifs, mais ne jette aucune lumière sur le passé réel. Selon eux, l'ancien régime de la société chinoise était purement et simplement le féodalisme, thèse qui fournit, du moins d'après une certaine interprétation schématique de la doctrine marxiste, la justification transparente, et d'une révolution bourgeoise, et d'une réforme agraire.

Je crois qu'une investigation sérieuse des conditions matérielles, des rapports sociaux, du mode de vie et de l'idéologie des fonctionnaires lettrés, montrera avant tout les traits distinctifs suivants : la position du lettré dans la société ne dépend en dernière analyse ni de sa formation, ni de ses privilèges héréditaires, ni de sa propriété ou de sa fortune familiale ou individuelle, mais tous ces éléments constitutifs de sa situation, et dont on ne peut pas nier l'importance, découlent de la fonction qu'il exerce effectivement sur tous les plans de la société. Office indispensable au fonctionnement d'une grande société agraire dont les cellules, les familles paysannes vivant disséminées sur la base d'une autarcie économique individuelle, couvrent un immense territoire continental, sans articulations naturelles, et qui se désagrégeraient dans une anarchie irrémédiable sans un cadre solide d'administrateurs hiérarchisés, munis d'un pouvoir discrétionnaire que leur confère un gouvernement central. Chaque essai de remplacer l'administration des

fonctionnaires, dirigés par un centre gouvernemental, et que le pouvoir centralisé peut envoyer ou révoquer à n'importe quel moment dans le coin le plus éloigné de l'empire, par une administration féodale de la noblesse terrienne et territoriale, a toujours abouti, en Chine comme ailleurs, à un particularisme. Mais ce particularisme chinois, à l'encontre des conditions différentes du multinationalisme occidental, s'est presque immédiatement traduit, non seulement par le morcellement de la souveraineté, mais encore par la décadence de toutes les institutions qui garantissaient l'ordre social, condition *sine qua non* de la sécurité publique, de la production, des échanges, d'une vie réglée et même de la vie tout court. Parmi ces institutions qui ne peuvent pas être créées, et moins encore maintenues, sans le concours actif, continu et omniprésent, des fonctionnaires, je ne voudrais nommer que les plus importantes : le calendrier, indispensable aux travaux agricoles ; la régularisation des cours d'eau, le système des canaux de transport et d'irrigation, la construction des digues, nécessaires pour lutter contre le cataclysme alterné des inondations et des sécheresses ; le stockage des réserves dans des greniers publics en cas de famine (et nous savons que les famines périodiques étaient le sort commun de toutes les sociétés agraires jusqu'au seuil du XXe siècle) ; l'unité des mesures et de la monnaie, gage des échanges réguliers ; l'organisation de la défense nationale contre les assauts éternels des barbares nomades ; enfin, l'instruction, l'éducation, la formation et la reproduction des élites.

On remarquera le trait commun de toutes ces fonctions : aucune n'est immédiatement productive, mais chacune est nécessaire, indispensable même pour maintenir la production. La plupart des charges de ce ministère public concourent à la direction des grands travaux, à l'encadrement d'une main-d'œuvre nombreuse. L'absence de chacune remettrait en question le bon fonctionnement des activités de base de toute la société. Un autre trait commun et important de ces fonctions est leur caractère *politique* ; elles ne demandent pas de connaissances particulières, spéciales, mais un savoir-vivre et un savoir-faire, la maî-

trise d'une culture générale qui, sans dédaigner les connaissances rudimentaires, leur ajoute l'art suprême du maniement des hommes. En un mot, l'aptitude acquise par l'expérience, qui met les fonctionnaires à même de coordonner, de diriger, d'encadrer et de contrôler les techniciens, les experts, les spécialistes. Ce système ne permet pas à son élite d'étioler sa personnalité dans la spécialisation ; connaître ses classiques par cœur et un peu de musique, les règles de la politesse et du style poli, savoir manier le pinceau et écrire des vers, peut être plus important pour l'exercice des fonctions sociales et politiques qu'un métier spécialisé ou la connaissance des sciences exactes – à la fois défaut et avantage insigne de cette civilisation, si on l'oppose aux stades ultérieurs de la nôtre. D'où le caractère d'aimable dilettantisme de l'honnête homme, du *kiun-tseu*, qui doit représenter dans chaque situation de la vie les prérogatives d'une élite appelée à gouverner les hommes.

Il y a d'autres aspects moins plaisants du fonctionnarisme dont l'étude est peut-être moins attachante, mais à coup sûr plus importante pour notre XXe siècle. Ce sont le totalitarisme et la corruption.

La *corruption*, la chose la mieux partagée dans les sociétés pauvres et arriérées, ou plus exactement dans le monde pré-industriel, sévit à l'état endémique là où les représentants de l'Etat, mal payés, doivent exclusivement vivre de leurs traitements. La vertu suprême étant l'obéissance envers les supérieurs hiérarchiques, il est inévitable que, à défaut de tout contrôle d'en bas dans l'exercice de ses charges, le fonctionnaire récupère sur la société ce que l'Etat lui refuse. Et voici le fonctionnaire classique chinois qui, après avoir étudié pendant de longues années, passé maint examen, attendu patiemment une vacance, noué des relations avec des protecteurs et fait des dettes pour décrocher sa nomination, voici ce fonctionnaire qui, enfin arrivé à l'office, commence à tirer de ses administrés les frais de sa carrière, « intérêt et principal ». Le grade de son avidité, le degré de sa rapacité, lui seront dictés par sa situation précaire autant que par la longueur de l'attente,

le nombre des parents à nourrir, des relations à contenter ou à récompenser.

C'est ici que l'importance d'une autre institution essentielle de la société chinoise devient décisive : celle de la *grande famille*, du clan. Protectionnisme et népotisme existent sous toutes les latitudes, mais nulle part ils n'ont trouvé un sol aussi propice à leur foisonnement qu'en Chine. C'est que les côtés négatifs du fonctionnarisme étaient encouragés et sanctionnés par la doctrine confucéenne qui enseignait que l'intérêt de la famille prime l'intérêt de l'Etat. Presque toute la discussion entre l'Ecole de la Loi ou des Légistes *(fa-kia)* et l'Ecole confucianiste tourne autour de la question : à qui revient la priorité, à l'Etat ou à la famille ?

Il peut paraître contradictoire de parler dans ces conditions des *tendances totalitaires* de l'Etat confucianiste. Mais la contradiction n'est qu'apparente. En effet, si l'on comprend par totalitarisme l'emprise totale de l'Etat et de ses organes exécutifs, les fonctionnaires, sur toutes les activités de la vie sociale sans exception, la société chinoise était à un haut degré totalitaire. Ici, comme souvent, les Confucianistes n'ont supplanté les étatistes-légistes que pour mieux réaliser leur doctrine. Le dirigisme et l'interventionnisme y existent avant la lettre. Aucune initiative privée, nulle expression de la vie publique qui pourrait échapper à la réglementation officielle. Il y a d'abord tout un jeu de monopoles étatiques : les grands monopoles économiques des articles de consommation de masse, qui fournissent le plus clair des recettes fiscales : sel, fer, thé, alcool, commerce extérieur. Il y a le monopole de l'éducation, jalousement gardé. Il y a pratiquement un monopole littéraire (j'allais dire de presse) : tout ce qui s'écrit inofficiellement, sans la censure de l'Etat, a peu d'espoir d'atteindre le public. Mais la prolifération de l'Etat moloch, la toute-puissance de la bureaucratie va bien plus loin. Il y a une réglementation vestimentaire, une réglementation de la construction publique et privée (dimensions des maisons) ; les couleurs qu'on porte, la musique, les fêtes sont réglementées. Il y a

des prescriptions pour la naissance et des prescriptions pour la mort; l'Etat-providence surveille minutieusement chaque pas de ses sujets, du berceau jusqu'à la tombe. C'est un régime de paperasseries et de tracasseries, de paperasseries à perte de vue et de tracasseries à n'en plus finir.

L'ingénieux esprit d'invention des Chinois, qui a fait tant de dons à l'humanité – la soie, le thé, la porcelaine, le papier, l'imprimerie, et j'en passe –, aurait sans doute enrichi encore davantage la Chine et probablement l'aurait amenée au seuil de l'industrie moderne, s'il n'y avait pas eu un contrôle étouffant de la part de l'Etat. C'est l'Etat qui tue l'invention technique en Chine. Non seulement dans ce sens qu'il écrase *ab ovo* tout ce qui contrarie ou semble contrarier ses intérêts, mais aussi par les mœurs que la raison d'Etat implante infailliblement. L'ambiance de routine, de traditionalisme et d'immobilisme qui jette la suspicion sur toute novation, sur toute initiative qui n'est pas commandée et sanctionnée d'avance, est peu propice à l'esprit de la recherche libre.

On pourrait croire que la *responsabilité collective* et solidaire, autre trait profondément caractéristique de la Chine impériale, fût un corollaire de son système familial. En vérité, nous qui observons avec horreur comment des innocents sont rendus responsables dans les systèmes totalitaires de crimes réels ou fictifs commis par leurs parents, nous savons qu'il n'en est rien. Car force nous est de constater que dans ces Etats il n'existe pas de grande famille du type chinois. Et en effet, il semble que l'idée et la pratique de l'intimidation, de la terreur par la responsabilité collective, ait été introduite par les étatistes féroces contre le gré des confucianistes. Mais il n'en reste pas moins vrai que l'Etat chinois s'est servi de cette arme terrible contre ses adversaires possibles, contre l'ennemi intérieur, encore longtemps après sa confucianisation totale.

Voilà quelques thèmes majeurs d'une portée considérable pour la compréhension de l'histoire chinoise. Ils ont en même temps un grand

intérêt théorique pour ceux qui se soucient de la structure de la société moderne. On aura sans doute remarqué que tout en parlant des problèmes économiques et sociaux d'un Etat confucianiste de lettrés fonctionnaires qui n'existe plus, j'ai effleuré, malgré moi, mainte question d'une société totalitaire et bureaucratique qui n'existe pas encore ou, plutôt, qui est en train de s'édifier, en Chine et ailleurs.

Il n'entre pas dans mon plan de vouloir discuter ici l'avenir de la Chine. Quelques remarques seulement pour terminer. Je crois que tout le monde conviendra, amis et ennemis du nouveau régime chinois, que c'est l'industrialisation qui est la clef de tous les problèmes et de toutes les misères de la Chine. Or, c'est une œuvre gigantesque de longue haleine. La transformation d'un pays arriéré des dimensions de la Chine, d'une très vieille société agraire sans spécialistes, sans techniciens, sans prolétariat industriel considérable, sans capitaux, et dont la bourgeoisie invertébrée ne consiste, disons le franchement, que dans les débris de classes condamnées à disparaître, l'industrialisation d'un tel pays est déjà en soi une entreprise surhumaine. Mais ce projet porte la lourde hypothèque d'un bureaucratisme millénaire. On peut se demander si cette conjoncture spéciale, qui d'ailleurs rapproche la Chine plus profondément de la Russie asiatique et bureaucratique que ne pourraient le faire tous les serments et pactes d'amitiés, augmente ou diminue les chances de la réussite. Qui gagnera la course de vitesse : l'industrie et ses nouveaux maîtres, la bureaucratie du parti communiste, ou le paysan et l'ancienne bureaucratie tarée ? Qu'est-ce que deviendront les plaies congénitales du fonctionnarisme, la corruption, la gabegie, l'arrivisme et l'irresponsabilité ? Le doute est permis et, si l'on ne considère que la Chine seule, il ne sera pas tranché de si tôt. Mais le sort de la Chine est désormais indissolublement lié au sort de la société moderne, de plus en plus nivelée, de plus en plus uniforme, et en proie aux fortes tendances vers le régime bureaucratique. C'est son évolution ultérieure, pour le moment le secret des dieux, qui donnera la réponse définitive.